

# Convention de partenariat

## Aménagement d'un carrefour de type tourne-à-gauche dans la rue de Phalsbourg (RD1061) à SARRE-UNION

Vu la délibération n°..... de la Commission Permanente du ..... autorisant Monsieur le Président du Conseil Départemental du Bas-Rhin à signer la convention de partenariat afférente à l'aménagement d'un carrefour de type tourne-à-gauche à l'entrée d'un parking dans la rue de Phalsbourg (RD1061),

Vu la délibération n°20160711DCM1C du Conseil Municipal de la Ville de SARRE-UNION en date du 11 juillet 2016,

Entre les soussignés :

- Le Département du Bas-Rhin, représenté par M. Frédéric BIERRY, Président du Conseil Départemental dûment autorisé par la délibération de la Commission Permanente susvisée, d'une part ;  
ci-après désigné « le Département »

- La Ville de SARRE-UNION représentée par son Maire, Monsieur Marc SENE, dûment autorisé par la délibération du Conseil Municipal susvisée, d'autre part ;  
ci-après désignée « la Commune »

### **Préambule**

Le Département dispose d'une compétence en matière de voirie départementale au titre de l'article L.3213-3 du Code général des collectivités territoriales et des articles L.131-1 à L.131-8 du code de la voirie routière.

La Commune dispose de la compétence voirie communale au titre des articles L.141-1 et L.141-10 du Code de la voirie routière ainsi que d'une clause de compétence générale au titre de l'article L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales.

En outre, pour les travaux réalisés en agglomération sur route départementale, le maire de la Commune exerce un rôle de coordonnateur des travaux affectant le sol et le sous-sol des voies publiques et de leurs dépendances en application de l'article L.115-1 du Code de la voirie routière.

Par ailleurs, les partenariats constitués entre personnes publiques pour la réalisation de missions de service public constituent une modalité d'organisation interne de l'administration locale et à ce titre, les collectivités publiques peuvent accomplir les tâches d'intérêt public relevant de leurs compétences par leurs propres moyens, sans être tenues de faire appel à des entités externes n'appartenant pas à leurs services en passant avec elles des marchés publics, ou en collaboration avec d'autres autorités publiques. Cette collaboration entre autorités publiques pour assurer en commun leurs missions de service public n'est pas soumise à une forme juridique particulière.

La Ville de SARRE-UNION souhaite réaliser des travaux d'aménagement d'un carrefour de type tourne-à-gauche à l'entrée d'un parking dans la rue de Phalsbourg (RD1061). En tant que propriétaire de la voirie départementale et de ses dépendances, le Département souhaite s'assurer que les travaux envisagés par la Ville de SARRE-UNION sur le domaine public routier départemental répondent aux exigences techniques départementales en matière d'aménagement routier.

Ces travaux vont permettre d'améliorer la sécurité routière le long de cette voie de circulation et poursuivent ainsi une mission de service public commune aux deux collectivités territoriales.

Sur ces fondements, le département du Bas-Rhin et la Ville de SARRE-UNION ont décidé d'établir un partenariat pour la réalisation de travaux d'aménagement d'un carrefour de type tourne-à-gauche à l'entrée d'un parking dans la rue de Phalsbourg (RD1061).

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités du partenariat entre la Commune et le Département pour la réalisation des travaux d'aménagement d'un carrefour de type tourne-à-gauche à l'entrée d'un parking dans la rue de Phalsbourg (RD1061).

## **ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE**

La Commune s'engage à réaliser des travaux d'aménagement d'un carrefour de type tourne-à-gauche à l'entrée d'un parking dans la rue de Phalsbourg (RD1061).

### **2.1. Equipements à réaliser, programme technique des travaux, délais.**

L'opération concerne l'aménagement de la Route Départementale 1061 du PR 16+530 au PR 16+580

Le programme technique de l'opération est défini à l'annexe 1 de la présente convention.

La réalisation des travaux fera l'objet d'une permission de voirie à délivrer par le Département détaillant les prescriptions techniques et les modalités de réalisation de l'opération.

La Commune s'engage à réaliser l'opération dans le respect du programme ainsi défini qu'elle accepte.

Dans le cas où, au cours de l'opération, il serait nécessaire d'apporter des modifications au programme des travaux, un avenant à la présente convention devra être conclu avant que la Commune puisse mettre en œuvre ces modifications.

La Commune s'engage à réaliser les travaux dans un délai de **3 ans** à compter de la date de notification de la présente convention. Ce délai sera prolongé des arrêts de chantiers que le Département, en qualité de maître d'œuvre, aura notifiés par ordres de service à l'entreprise (aux entreprises) attributaire(s) du (des) marché(s) public(s) de travaux.

## **2.2. Intervention de la Commune en qualité de maître d'ouvrage des travaux**

L'opération d'aménagement d'un carrefour de type tourne-à-gauche à l'entrée d'un parking dans la rue de Phalsbourg (RD1061) sera réalisée par la commune en qualité de maître d'ouvrage.

La Commune se charge :

1. de désigner le coordonnateur SPS du chantier et de choisir les entreprises prestataires des travaux envisagés dans le cadre de la procédure adaptée prévue par l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
2. d'assurer le suivi des procédures de mise en concurrence nécessaires à la réalisation de l'opération, notamment la publication et la réception des plis, la signature et la notification des marchés ;
3. de gérer les marchés de travaux, incluant la procédure de réception des travaux ;
4. d'assurer la gestion administrative de l'opération, y compris la gestion financière et comptable ;
5. de l'exploitation du chantier ;
6. des éventuelles actions en justice.

Aucun modificatif à un marché public portant sur la chaussée départementale ne pourra être effectué sans l'accord préalable du Département.

Pour l'exécution des missions susvisées, la Commune sera représentée par son représentant légal tel qu'indiqué en page 1, qui sera seul habilité à engager la responsabilité de la Commune.

## **2.3. Choix des prestataires**

Le représentant légal de la Commune associera étroitement le Département, tant en qualité de maître d'œuvre de l'opération qu'en sa qualité de propriétaire de la voirie départementale, pour le choix des entreprises amenées à intervenir sur le chantier de l'opération projetée.

## **2.4. Opérations de réception des ouvrages**

La Commune est tenue d'obtenir l'accord préalable du Département avant de prendre la décision de réception des ouvrages situés dans l'emprise départementale.

En conséquence, les réceptions d'ouvrage seront organisées par la Commune selon les modalités suivantes :

- lors des opérations préalables à la réception prévue à l'article 41.2 du CCAG

Travaux, le Département, en qualité de maître d'œuvre, organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront les représentants du Département et de la Commune.

- la Commune transmettra ses propositions au Département en ce qui concerne la décision de réception. Le Département fera connaître sa décision à la Commune dans les 15 jours suivant la réception des propositions de cette dernière. Le défaut de décision du Département dans ce délai vaudra accord tacite sur les propositions de la Commune.

- la Commune établira ensuite la décision de réception, avec ou sans réserves, ou de refus et la notifiera à l'entreprise. Copie en sera notifiée au Département.

- la mission de la Commune comprend la levée des réserves de réception.

- la réception des ouvrages emporte transfert à la Commune de la garde des ouvrages. Elle en sera libérée en ce qui concerne la chaussée dans les conditions fixées à l'article 2.5.

## **2.5. Remise des ouvrages**

La Commune remet au Département les tronçons de routes départementales rénovés après réception des travaux et notification aux entreprises. Un procès-verbal de remise de l'ouvrage est établi et signé contradictoirement. La décision de mise en service incombe ensuite au Département.

## **2.6. Achèvement de l'intervention de la Commune en qualité de maître d'ouvrage**

L'intervention de la Commune en qualité de maître d'ouvrage de l'opération projetée prend fin par le quitus délivré par le Département ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées à l'article 5.

Le quitus sera délivré à la demande de la Commune après exécution complète de son intervention et notamment la réception des ouvrages, la levée des réserves de réception, la transmission du bilan général, la mise à disposition de l'ouvrage, et après expiration des délais de garantie contractuels.

Le Département doit notifier sa décision à la Commune dans les 30 jours suivant la réception de la demande, faute de quoi le quitus sera réputé délivré.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre la Commune et certains de ses cocontractants, ou des tiers, au titre de l'opération, la Commune est tenue de remettre au Département tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

## **2.7. Financement de l'opération**

La Commune assure le financement des dépenses de l'opération à l'exception des frais de maîtrise d'œuvre.

L'intervention de la Commune en tant que maître d'ouvrage sera effectuée à titre gratuit, sans qu'elle puisse solliciter aucune rémunération de la part du Département.

## **2.8. Récupération de la TVA**

La Commune, susceptible de bénéficier du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) pour les dépenses d'investissement afférentes aux travaux dont elle a assuré la maîtrise d'ouvrage, au titre de la présente

convention, se charge d'établir le dossier y afférent, et de solliciter l'attribution du fonds de compensation auprès des services de l'Etat.

### **ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT**

Les ouvrages projetés par la Commune se situent sur l'emprise de la route départementale RD 1061, propriété du Département et doivent nécessairement répondre aux exigences techniques départementales en matière d'aménagement routier.

#### **3.1. Intervention du Département en qualité de maître d'œuvre**

Pour s'assurer que les travaux projetés par la Commune répondront aux exigences techniques départementales en matière d'aménagement routier, le Département assurera l'ensemble de la mission de maîtrise d'œuvre relative aux opérations situées sur son domaine public routier.

Cette mission comprendra les éléments suivants :

- Avant-projet (AVP)
- Assistance aux contrats de travaux (ACT)
- Visa des plans d'exécution (VISA)
- Direction de l'exécution des travaux (DET)
- Assistance aux opérations de réception (AOR)

#### **3.2. Financement des frais de maîtrise d'œuvre.**

La mission de maîtrise d'œuvre est effectuée à titre gratuit par le Département, sans qu'il puisse solliciter aucune rémunération de la part de la Commune.

#### **3.3. Contrôles par le Département des travaux réalisés par la Commune sur la voirie départementale**

Le Département et ses représentants pourront demander à tout moment à la Commune la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

Le Département se réserve la faculté d'effectuer à tout moment les contrôles administratifs et techniques qu'il estime nécessaires.

A la fin de l'opération, conformément à l'article 2.5., la Commune remettra au Département le dossier des ouvrages exécutés.

L'intervention de la Commune en qualité de maître d'ouvrage de l'opération s'achève au moment de la délivrance du quitus délivré par le Département dans les conditions définies par l'article 2.6.

### **ARTICLE 4 - ENTRETIEN DES OUVRAGES**

Les modalités de gestion, d'entretien et de surveillance des ouvrages, équipements et aménagements, situés sur le domaine public routier départemental font l'objet d'une convention séparée et spécifique à conclure avec la Commune.

### **ARTICLE 5 – RESILIATION**

La convention pourra être résiliée par l'une des parties en cas de :

- non commencement des travaux de l'opération dans les 12 mois de la notification de la convention,
- manquement à ses obligations par l'autre partie, après mise en demeure. Il sera alors procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par la Commune et le Département ainsi que des travaux réalisés. Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que la Commune doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des travaux effectués. Il indique enfin le délai dans lequel la Commune doit remettre l'ensemble des dossiers au Département.

#### **ARTICLE 6 – DUREE**

La présente convention prendra fin par délivrance du quitus par le Département à la Commune.

#### **ARTICLE 7 – CONTRÔLE DE LEGALITE**

Le Département assurera l'envoi de la convention et des délibérations autorisant sa signature à son contrôle de légalité ; à savoir : les services de la Préfecture à STRASBOURG.

#### **ARTICLE 8 – LITIGES**

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires, à STRASBOURG, le

Pour la Commune

Pour le Département

LE MAIRE DE SARRE-UNION

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DU BAS-RHIN

.....